

cérises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 151 – VENDREDI 14 SEPTEMBRE 2012

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Bernard Arnault prend la Belgique pour une zone eurogène. Pas sûr que le Manneken-pis apprécie.

AGENDA MILITANT

→ 14-15 septembre

[Marathon de la sobriété énergétique](#)

→ 15 septembre

Rennes [Manifestation avec les PSA](#)

→ 22 septembre

International [Actions contre les gaz et huiles de de schiste](#)

Saint-Denis [Concert pour la Paix au Mali](#)

Paris [Catastrophes](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ **Démocratie, État, liberté**

- [Démocratie, social et politique](#),
P. Zarka

→ **Initiatives**

- [PSA : les actions des salariés](#)

- [PSA : Le gouvernement prend le virage du renoncement](#), Fr. Asensi

→ **Monde**

- [Un institut culturel franco-palestinien](#)

Pas de sortie de crise sans une autre Europe

Dimanche 9 septembre, François Hollande a détaillé la politique économique qu'il va mettre en œuvre durant son quinquennat. Cette cure d'austérité sans précédent s'inscrit dans la droite ligne du traité Sarkozy-Merkel sur la stabilité, la coordination et la gouvernance en Europe (TSCG), qui entend fixer d'autorité le cadre budgétaire de notre pays.

Candidat, François Hollande avait pourtant promis de renégocier ce traité ; Président, il s'est contenté d'une rustine. Plus grave encore, il n'envisage pas de le soumettre à l'avis du peuple. Pour justifier le choix d'un vote au Parlement plutôt que d'un référendum, le premier ministre Jean-Marc Ayrault a mis en garde contre toute opposition à ce traité au prétexte qu'il « *affaiblirait la France et aggraverait la crise en Europe* ».

Comme si l'Europe n'était pas déjà en crise. Une crise précisément due aux règles actuelles de fonctionnement contenues dans le traité de Lisbonne que notre pPrlement a ratifié après son rejet par une majorité de nos concitoyens lors du référendum de 2005. Force est de constater que ces derniers avaient raison : ils avaient notamment souligné les dangers d'une banque centrale "indépendante" des États, non conçue comme un outil au service du développement des pays d'Europe.

On ne devrait jamais sous-estimer l'intelligence des citoyens. Si ce TSCG est aussi vertueux que nous le vantent ses promoteurs, qu'ils nous le démontrent et cessent de craindre un référendum qui permettrait de très utiles débats et confrontations d'idées.

Car de toute évidence, François Hollande, pas plus qu'Antónis Samarás en Grèce, Mario Monti en Italie ou Mariano Rajoy en Espagne, ne parviendra à redresser le pays s'il continue de s'enfermer dans le carcan d'un traité qui impose la rigueur budgétaire et porte atteinte à la souveraineté populaire, s'il n'a pas le courage et l'audace de défendre un autre mode de fonctionnement pour l'Europe. Et pour cela, il a besoin de l'appui des peuples, à commencer par celui de France.

Le même peuple qui a porté Hollande au pouvoir il y a quatre mois n'aurait pas la maturité et la lucidité nécessaire pour se prononcer sur ce traité ? Alors discutons-en. Déjà plus de 72% de nos concitoyens le demandent. Intensifions cette exigence, celle d'un vrai débat et d'un vrai choix démocratique sur un sujet aussi important qui engage notre avenir à tous.



● **Jacqueline Fraysse**

J. Fraysse est députée des Hauts-de-Seine

Redressement : l'antichambre du renoncement ?

Réalisme nécessaire ou renoncement calamiteux, le nouveau "volontarisme" de François Hollande tourne le dos aux ambitions sociales et écologiques précédemment affichées, sur fond de fuite en avant antidémocratique dans l'Union européenne.

Un remake du tournant de la rigueur, trente ans après 1983 ? A moins qu'il ne faille envisager un scénario pire. Au cours de son entretien sur Bouygues Télévision, dimanche 9 septembre, François Hollande a annoncé, selon *Le Monde*, « un plan de rigueur historique ». Le président a souligné que l'effort serait, cette fois, équitablement réparti, mais tout le monde a compris le signal : c'est parti pour deux ans de misères et de larmes avant d'hypothétiques jours meilleurs.

Au menu, donc, une profusion de réformes et de mesures, destinées au total à provoquer un « choc budgétaire », dont les résultats sont ainsi programmés : « redresser » le pays d'ici 2014, et dès 2013, ramener le déficit public à moins de 3 %. Pour cela, il s'agit d'urgence d'un côté de tailler massivement dans les dépenses publiques (à hauteur de 10 milliards d'euros), de l'autre de trouver de nouvelles recettes (20 milliards d'euros).

Tailler dans les dépenses publiques ? La recette est connue depuis... tant d'années. Certains sont pressés de faire l'exercice, telle Aurélie Filippetti, qui vient de détailler avec force précisions le coup de frein brutal à donner aux projets du ministère de la Culture. C'est une méthode de pilotage quand on ne sait pas quelle politique mener sans moyens : on voit beaucoup de projets arrêtés ou retardés, quelques-uns maintenus, mais on ne voit pas d'ambition culturelle. Surtout, en matière de dépenses, l'adversaire sera l'emploi public : comprimer la masse salariale de la Fonction publique est la condition de toute politique d'austérité, vu ce qu'elle représente dans la dépense publique globale. La Fonction publique territoriale, alors que les élus attendent

Tout semble se passer comme si les premiers responsables politiques, qui connaissent nécessairement les avertissements des économistes sur le risque d'aggraver la récession par les mesures d'austérité et la course aux 3 %, étaient convaincus de la nécessité d'une purge sociale ?

des actes du nouveau gouvernement après des années de gels des dotations d'État, et la Fonction publique hospitalière, dont les besoins de financement sont immenses et augmenteront dans les prochaines années, seront en ligne de mire. On imagine ce que cela signifie pour les politiques locales et la qualité des soins.

La peur du pouvoir face à la finance

Du côté des recettes aussi, le gouvernement entend faire feu de tout bois, à partir du principe selon lequel ménages et entreprises devraient contribuer à « égalité ». L'égalité affichée pour appeler les ménages à de nouveaux sacrifices, le procédé n'est-il pas cynique ? Le projet de mettre en place, pour deux ans, une taxe à 75 % pour les revenus dépassant un million d'euros devrait concerner

entre 2 000 et 3 000 personnes. Mais François Hollande a voulu rassurer (les riches) : « Il ne s'agit pas de chercher des ressources supplémentaires. Il s'agit de donner valeur d'exemple, de faire que ceux qui ont le plus peuvent dire à un moment : « Nous faisons un acte civique » ». Ces mots disent crument la peur du pouvoir face à la finance.

Par contre, le Président de la République a d'ores et déjà annoncé le prolongement du gel des barèmes de l'impôt sur le revenu, alors qu'il déclarait il y a quelques mois qu'il n'existe pas de disposition plus injuste. Ainsi, un contribuable dont le revenu a simplement suivi le niveau de l'inflation peut se retrouver dans le barème d'impôt supérieur car celui-ci ne suit plus le rythme d'évolution des prix. Loin d'être seulement une opération technique, cette décision rapporterait à l'État 3,4 milliards d'euros en 2013. Enfin, concernant le financement de la protection sociale, le Président de la République a indiqué qu'une hausse de la CSG n'était pas écartée, tandis que la Cour des comptes, elle, vient de proposer de taxer les retraités... On redoute le pire dans les prochains mois.

Plusieurs économistes, non des plus radicaux, se sont inquiétés au cours des derniers jours des effets délétères pour « la croissance » d'une telle politique budgétaire. D'autres, tel Jérôme Gleize, d'EELV, soulignent non seulement que les pays qui ont mené des politiques d'austérité ont souvent doublé ou triplé leur niveau de chômage sans avoir fortement réduit leur endettement, mais aussi que cette politique risque de tourner le dos aux exigences écologiques.

Les positions dures choisies par François Hollande sont annoncées alors même que se confirme ●●●

●●● la dégradation de la conjoncture nationale, européenne et mondiale. Tout semble se passer comme si les premiers responsables politiques, qui connaissent nécessairement les avertissements des économistes sur le risque d'aggraver la récession par les mesures d'austérité et la course aux 3 %, étaient convaincus de la nécessité d'une purge sociale. Mais n'est-il pas opportun, au contraire, d'envisager que la baisse des hypothèses de croissance ait un impact sur la politique gouvernementale ? N'est-ce pas le bon moment pour réinterroger les objectifs de baisse du déficit, leur ampleur et leur programmation, et - soyons fous - la priorité à la réduction de l'endettement sur toute autre ? Force est de constater qu'au contraire, l'exécutif semble à ce jour de plus en plus fermé à l'idée de desserrer l'étoupe de l'austérité. Ce qui conduit à interroger la légitimité même de la politique gouvernementale. Si gouverner, c'est prévoir, est-ce que gouverner en démocratie peut être ignorer l'amplification des déchirures sociales ?

PSA : capitulation du gouvernement

L'affaire PSA aura peut-être refroidi les illusions sur les intentions du gouvernement. Il a en effet agi comme si, en cette rentrée, il avait fallu tuer dans l'œuf l'espoir d'une résistance conjointe des salariés et de l'État aux décisions d'une entreprise. Ainsi le terme de redressement prend un sens précis : Arnaud Montebourg a souligné, lors de la remise du rapport de l'expert nommé par le gouvernement, Emmanuel Sartorius, la nécessité d'une « restructuration de Peugeot ». Le redressement n'est en l'occurrence rien d'autre que l'aménagement (peut-être) négocié d'un plan de licenciements. Sommes-nous ainsi dans une logique d'ajustement structurel, comme ceux qui furent mis en œuvre dans les pays d'Amérique latine dans les années 80 ? Et voilà l'État réduit à demander à négocier pour limiter la casse sociale.(1)

Autre exemple emblématique, celui de Sanofi, géant français du médicament numéro 5 mondial des entreprises pharmaceutiques) dont un plan de structuration poursuit le laminage, avec cette fois le sacrifice des sites de Toulouse et Montpellier. Les salariés viennent une nouvelle fois d'exprimer massivement leur colère



devant la politique du groupe, qui sacrifie parmi les dernières capacités importantes de la France dans la branche. Le délégué central de la CGT, Thierry Bodin, a souligné que si le gouvernement n'intervient pas dans un cas pareil, « il n'a plus qu'à aller se coucher », exigeant la tenue d'une table ronde tripartite - État, entreprise, acteurs sociaux - pour mesurer ensemble « la distribution des dividendes et les soi-disant problèmes de production ». Car le groupe Sanofi a réalisé, en 2011, 9 milliards d'euros de bénéfices. Si le gouvernement n'intervient pas au titre de la santé publique, c'est bel et bien que le souci de l'intérêt général est désormais un « programme » hors des logiciels gouvernementaux.

La légitimité même de la politique gouvernementale est en cause. Si gouverner, c'est prévoir, est-ce que gouverner en démocratie peut ignorer l'amplification des déchirures sociales ?

Et voilà les questions qui fâchent, celles qui passent sous la table derrière les polémiques sur le diagnostic ou sur telles et telles mesures... Avec une telle orientation économique de fond, que devient la possibilité de mener des politiques en faveur de l'égalité ? Quid des politiques qui devraient, par exemple, rompre avec l'abandon des quartiers populaires, avec la déshérence du monde rural ? De l'ef-

fort nécessaire pour la transition énergétique ? De la lutte contre les inégalités abyssales et les fractures territoriales qui bousillent la société ? Des ambitions pour une société donnant une autre place aux handicapés et aux vieux ? Des investissements dans la recherche fondamentale et l'innovation, ces « priorités » du gouvernement ?

Reste un versant à relier au mouvement d'ensemble : le problème de la démocratie dans l'Union européenne. La volonté d'imposer l'adoption du nouveau traité européen par la voie parlementaire, dès le mois d'octobre, est confirmée en France. Or, ce traité fait l'objet d'un débat contradictoire dans la société, et des forces sociales et politiques significatives considèrent qu'il ne doit pas être adopté. Certains journaux, comme Le Monde, s'amuse à regarder qui, favorable au non au Traité constitutionnel européen en 2005 est aujourd'hui favorable au TCSG, et inversement. Mais ils minimisent que la Confédération européenne des syndicats (CES), favorable aux précédents traités, est opposé à celui-ci, que les parlementaires socialistes sont nombreux à y être opposés, que les parlementaires écologistes le sont majoritairement aussi, de même que tous ceux du Front de gauche. Ils passent rapidement sur les enquêtes d'opinion qui indiquent un souhait majoritaire d'être consulté par référendum. Or, là aussi, le pouvoir s'apprête à imposer le point de vue libéral à la société. Encore une confirmation que l'actualité politique pose le problème global d'un autre avenir.

● Gilles Alfonsi

(1). Voir la déclaration de François Asensi, député de Seine-Saint-Denis sur le site www.comunistesunitaires.net

Le Front de gauche face à de nouvelles responsabilités

Dégagée des contradictions d'une participation gouvernementale, la coalition est appelée à approfondir sa stratégie et à se fortifier en s'ouvrant à la participation des citoyens.

Si le Front de gauche avait décidé, en juin dernier, de participer au gouvernement Ayrault, ses ministres et députés auraient actuellement le choix entre supporter les annonces du Président Hollande - un « *plan de rigueur historique* », selon Le Monde - ou en claquer la porte, ce qui serait assez piteux. Les représentants d'Europe Ecologie les Verts se frottent déjà à ce léger problème de posture politique. Nous verrons d'ailleurs si la conférence écologique des 14 et 15 septembre leur donne du grain à moudre, ou si les épisodes des dernières semaines - propos de Valls sur le nucléaire, de Montebourg sur les gaz de schiste, etc. - annonçaient la couleur durable de la politique gouvernementale : grise comme une centrale nucléaire, plutôt que verte. Pour mémoire : le débat sur la transition énergétique a été repoussé à 2013.

Mais le Front de gauche a fait le choix raisonnable de se tenir en dehors d'un engagement aux côtés du Parti socialiste, et il se trouve de ce fait dans une position toute différente de celle qu'a connue le Parti communiste en 1983-1984, avec ses dilemmes et ses crises face au tournant de la rigueur. Cette fois, pas de contradictions intenable ni de couleuvres à avaler, comme ce fut aussi le cas du PCF durant le gouvernement Jospin, entre 1997 et 2002.

Pour autant, il ne s'agit nullement pour le Front de gauche de se frotter les mains tandis qu'est mise en œuvre une politique dite d' « *austérité de gauche* », c'est-à-

dire une orientation libérale matinée de quelques mesures défavorables aux plus riches et de quelques projets positifs (dont les périmètres et les moyens de mises en œuvre fondent actuellement comme neige au soleil... vivement l'hiver !). Au contraire, un échec, fort possible sinon probable, d'une politique qui ne fait que réemployer les mêmes solutions que celles mises en œuvre depuis des années, qui ont échoué, en France, en Europe et dans de nombreux pays, rapproche le pays d'une alternative de droite extrême.

Une alternative à construire

C'est donc plutôt en terme de responsabilité, considérable, du Front de

L'enjeu de la période n'est pas seulement d'obtenir une mobilisation ponctuelle, même massive, mais de construire un rapport de force dans la durée. Mais commençons par réussir la manifestation du 30 octobre !

gauche, que les questions se posent. Il s'agit bien sûr de s'opposer aux politiques austéritaires et sécuritaires. Mais il s'agit surtout d'imposer l'idée qu'une rupture avec les solutions libérales est nécessaire, faute de quoi la crise financière ouverte en 2008 va se prolonger, une nouvelle déflagration financière mondiale étant considérée comme possible. Le débat sur l'appartenance ou non des députés du Front de gauche à la majorité est bien loin. En cette rentrée calamiteuse pour les classes moyennes et populaires, c'est la capacité à dessiner une alternative globale, et à signifier qu'elle ne pourra s'imposer que par un mouvement et des luttes qui seules comptent. Ou, mieux : seule une alternative issue d'un mouvement de la société peut être capable, aujourd'hui, de peser suffisamment pour bouleverser l'agenda politique et sortir de l'actuelle course aux abîmes. D'une certaine manière, l'éditorialiste du Monde, Françoise Fresso, a raison : reprenant le sentiment d'Olivier Besancenot à propos des mobilisations sur les retraites en 2012, « *on était des milliers dans la rue et cela n'a servi à rien* », il faut donc « *des grèves, des occupations de place publique* », elle dit crument : « *Très bien mais qui suivra ? Les salariés, tétanisés par la crise ? La CGT, qui revendique par ailleurs d'être à la table des négociations sur la compétitivité ? Le PCF et les Verts, qui ne doivent leur représentation au Parlement qu'au bon vouloir des socialistes ? La gauche au pouvoir pose un redoutable problème à la gauche* ●●●



GRANDE MANIFESTATION UNITAIRE LE 30 SEPTEMBRE

Soumis à ratification tel qu'il a été signé par Nicolas Sarkozy, le «pacte budgétaire» est un véritable Traité d'austérité qui aggrave davantage les politiques néolibérales. Nous demandons qu'un large débat démocratique ait lieu afin que les citoyen-es puissent se prononcer à sur ce sujet décisif.

Une grande manifestation unitaire à Paris le dimanche 30 septembre, 13h30 à Nation

A l'appel de : Aitec-IPAM, AC !, ANECR, Attac, CADTM, Cedetim-IPAM, CDDSP, CGT FINANCES, CNDF, Les Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Front de gauche (Parti communiste français, Parti de gauche, Gauche unitaire, FASE, République et Socialisme, PCOF, Convergence et Alternative, Gauche anticapitaliste), Jeunes Communistes, Les Alternatifs, Mémoire des luttes, M'PEP, Marches Européennes, NPA, Réseau Éducation Populaire, Résistance Sociale, SNESUP-FSU, Sud BPCE, Transform!, UD CGT 93, 94, 75, 77, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union syndicale Solidaires.

●●● *radicale* ». Si l'on met de côté la mauvaise foi de l'auteur concernant les députés PCF et le « *bon vouloir des socialistes* », l'enjeu de la période est réel : il ne s'agit pas seulement d'obtenir une mobilisation ponctuelle, même massive, mais de construire un rapport de force dans la durée.

Contrairement à ce que susurrent certains commentateurs, il ne s'agit pas pour le Front de gauche de se revigorer dans l'opposition, avec une posture uniquement protestataire destinée à tirer profit des effets sociaux de la situation économique et sociale générale. La politique du Front de gauche est déjà beaucoup plus que cela : elle se situe en rupture avec l'acceptation des solutions libérales, avec la logique de seule compensation à la marge des effets sociaux de la crise ; elle porte les exigences d'égalité ; elle parle d'un nouveau mode de développement, destiné à concilier les objectifs sociaux et environnementaux, au lieu de les opposer comme y conduit, dans le contexte actuel, la logique libérale ; elle conteste les objectifs fondamentaux de l'Union européenne concernant le rétrécissement du rôle des États, la marchandisation des services publics.

Des questions fondamentales peuvent ainsi être posées par lui, dans des termes simples. Par exemple concernant le rôle des banques. Ont-elles comme

finalité de « *faire de l'argent grâce à la spéculation ou par la manipulation des marchés* », comme le dénonce le prix Nobel d'économie 2001 Joseph Stiglitz (*L'Humanité* du 11 septembre) ? Ou le métier d'une banque est-il plutôt de « *prendre l'épargne des citoyens et de la traduire en investissements qui vont créer de l'emploi et améliorer la situation économique* » (nous ajouterions : de financer le développement humain, social et écologique) ?

Le Front de gauche est aussi plus qu'une seule force de protestation lorsqu'il s'apprête à défilé, le dimanche 30 septembre à Paris, aux côtés de nombreuses forces sociales et citoyennes (cf. l'encadré). Mais, au-delà des soutiens aux luttes et résistances sectorielles, au-delà même de la bataille engagée contre la ratification du nouveau traité européen et pour un référendum, la difficulté consiste à dégager un autre horizon politique.

Reste, pour qu'il devienne une force solide, permanente et durable, à ce que le Front de gauche mette enfin en place les conditions d'une participation active des citoyens. *Maintenant : prenez le pouvoir*, écrit Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF dans son nouveau livre : cela ne concerne-t-il pas aussi bien la lutte politique en général que la participation au Front de gauche, si l'on veut qu'il devienne une authentique force de transfor-

mation ? Dans la situation de crise que nous connaissons, tout le monde est au pied du mur.



● Gilles Alfonsi



Yann Cochin nous a quittés. Toute notre sympathie va à sa famille et ses proches, à ses amis de Convergences et alternative, à ses camarades syndicalistes. Nous reviendrons sur ce militant généreux, unitaire, cet homme chaleureux et courageux, dans notre prochain numéro.

Ici, on travaille

Chartres de Bretagne, près de Rennes, sur 240 hectares : l'usine PSA. 900 véhicules produits chaque jour, jusqu'en juin 2012.

6 000 salariés, 5 200 CDI, 800 CDD ou intérimaires. 76 % sont des ouvriers, 17,5 % des techniciens et agents de maîtrise, 6,5 % des cadres.

Sous un hagar immense, la chaîne de montage se déploie comme un serpent qui monte et descend. Dans les allées circulent sans cesse des petits trains avec des wagons de caisses de pièces détachées. Leurs conducteurs s'arrêtent, déchargent les caisses sur les étagères, approvisionnant ainsi les opérateurs de la chaîne. Logistique et chaîne de montage sont organisées en flux synchronisés.

La chaîne fonctionnait quasiment 24h sur 24h, 7 jours sur 7. L'équipe de nuit a été supprimée.

L'usine ne fabrique que des voitures commandées et ne dispose d'aucun stock : «flux tendu», donc rythme soutenu de travail. Des tableaux lumineux au-dessus de la chaîne, mis à jour toutes les 14 secondes, affichent le rythme des opérations et la fluidité du circuit. Ils sont reliés au poste de contrôle des responsables d'unité qui surveillent l'ensemble, prêts à intervenir en cas de difficultés. C'est le management visuel...

Une grande partie des opérations de montage est automatisée avec des robots 4 axes, 5 axes... tout au long de la chaîne.

Ce hangar étonnamment peu bruyant, très propre et coloré ressemble à un immense jeu de légo ou de mécano.

Dans l'atelier de mise au point, changement d'ambiance : le hangar est plus bruyant. D'énormes machines sont alignées dont certaines ne fonctionnent plus. Après plusieurs dizaines d'années de bons et loyaux services, on n'a pas envie de les voir partir... Et pas facile de déménager 40 tonnes d'acier ! D'autres néanmoins ont été transportées en Chine.

Ici on fabrique les outils destinés à l'atelier d'emboutissage qui produit les pièces de carrosserie. L'atelier

a une enveloppe globale indépendante des autres ateliers: il vend sa production aux ateliers de montage. Pour «équilibrer son budget», le responsable commande certains outils en Chine ! L'atelier conserve la fabrication des outils les plus complexes permettant la fabrication des portes, des ouvrants, des ailes. 9 mois sont nécessaires entre le projet de nouveau modèle, conçu dans les bureaux d'étude, et la création des outils nécessaires à la fabrication. Les 300 salariés de l'atelier ont un niveau de qualification plus important : alors que les opérateurs de la chaîne de montage ont une formation de 3 à 15 jours dans l'entreprise, aucune qualification initiale requise, la qualification minimale à la MAP (Mise au point) est le bac professionnel technicien d'usinage.

Dans l'atelier de la MAP sont produits des outils extrêmement précis. Imaginez un moule de presse travaillé au 5/100ème de millimètre près : du travail d'horloger sur des machines de 40 tonnes... Si les pièces fabriquées sont finies à la main, l'essentiel du travail des ouvriers et des techniciens consiste à programmer des machines à partir de plans conçus dans les bureaux d'étude. Conception/réalisation, rien à voir avec le travail des opérateurs de la chaîne de montage. L'autonomie y est plus grande.

Intégration des référentiels du Lean Management, optimisation des chaînes de montage, nouveau management visuel, création de nouveaux standards (meilleurs modes opératoires sur un poste de travail), les salariés ont fait face aux nouvelles exigences pour améliorer la rentabilité du site.

Ainsi, des femmes et des hommes consacrent des millions d'heures de travail à la construction de voitures qui nous rendent autonomes dans nos déplacements. Ce sont eux les producteurs, les créateurs de richesse. Cessons de laisser aux seuls actionnaires, employeurs et prêteurs, le pouvoir de décider ce qu'on produit, où on le produit, avec quels investissements, quelles formations, quels emplois, pour quels besoins ...

● Sylvie Larue





Cerise rouge. Selon un rapport de Proxinvest, société de conseil aux actionnaires, les rémunérations des patrons du CAC 40 ont grimpé de façon «spectaculaire» en 2011, avec un «rebond» de 34 % par rapport à 2010. Grâce à un pactole de 10,7 millions €, Jean-Paul Agon, patron de L'Oréal, figure en tête du classement, juste devant Bernard Arnault (LVMH) et Carlos Ghosn (Renault). Outre ces trois messieurs, on trouve dans la liste Bernard Charlès (Dassault Systèmes), Franck Riboud (Danone), Maurice Lévy (Publicis), Christophe Viehbacher (Sanofi-Aventis), Arnaud Lagardère, Henri de Castries (Axa) et Lars Olofsson (Carrefour), tous entre 9,5 et 4,8 millions €. Ces dirigeants ont dépassé le plafond de 240 SMIC jugé «socialement acceptable» par Proxinvest. Quel paradis fiscal choisiront-ils ? La Belgique, la Suisse, le Luxembourg ou les Îles anglo-normandes ?

Cerise acide. « La règle (...) est considérée comme respectée si le solde structurel annuel des administrations publiques correspond à l'objectif à moyen terme spécifique à chaque pays, défini dans le pacte de stabilité et de croissance révisé, avec une limite inférieure de déficit structurel de 0,5 % du PIB. » Tel est l'article 3 du TSCG (Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance) appelé aussi «pacte budgétaire.» Alors que le Traité de Maastricht demandait un déficit budgétaire de 3 %, le TSCG exige 0,5 %. Le cœur du traité, c'est donc l'austérité. Pas la lutte contre l'évasion fiscale dans l'Union européenne. Nous voilà prévenus.

Cerise croquante. Pour la première fois de son histoire, la Conférence européenne des syndicats s'oppose à un traité européen. Eux sont déjà prévenus : le traité et la lutte contre le dumping social, ça fait deux.

Cerise noire. Mardi, le gouvernement socialiste a entériné le rapport Sartorius et le principe du plan social annoncé par PSA, qualifié il y a encore quelques semaines d'inacceptable par le président de la République. Aujourd'hui, François Hollande se range à la fermeture de

PSA Aulnay, comme hier Lionel Jospin à celle de Renault Vilvorde. Les dirigeants de PSA ont préféré dilapider les bénéfices (6 milliards € de dividendes versés aux actionnaires), au lieu d'investir dans de nouveaux modèles, populaires, innovants et plus écologiques. Il est temps d'opérer une mutation de l'entreprise au bénéfice du travail et non du capital. Il est temps de socialiser PSA et Renault.

Cerise verte. Zut ! ni le TSCG, ni le pacte de croissance ne proposent un grand emprunt européen pour investir dans la résolution en Europe des questions écologiques et industrielles, la promotion des services publics, l'encouragement en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement et sortant des modes productivistes. Heureusement, la BCE est là. Re-zut ! elle a déjà prêté 530 milliards € aux banques en début d'année.

Cerise pourrie. Serge Dassault, sénateur UMP de l'Essonne et propriétaire du Figaro, a assuré de son soutien le ministre de l'Intérieur Manuel Valls, lors de l'inauguration de la foire de Corbeil-Essonnes. « Je veux dire un mot à Manuel. Pour moi, pour nous, la sécurité n'est ni de gauche ni de droite. Nous sommes très heureux de son action », a déclaré Serge Dassault, au côté du ministre. « C'est pour ça qu'il a l'appui d'un journal bien connu », a poursuivi le sénateur UMP. « Actuellement, c'est très bien. Pour les Roms et tous les autres, c'est formidable. Donc bravo Manuel et continue ! », a conclu le patron de presse devant une assistance hilare. Encore un effort Manuel, et Dassault te fournira les armes.

Cerise mystère.



Ancien brise-glace devenu yacht de luxe de Bernard Arnault et enregistré aux Îles Caïmans.

● Philippe Stierlin



Apple pie

Tight Election (élection serrée)

Les envoyés spéciaux ont d'ores et déjà colonne ouverte dans les journaux français pour couvrir la présidentielle américaine sur le mode classique fascination (Michelle Obama) / répulsion (la secte des Mormons). Et, tout y passe : Israël et son puissant désir d'attaquer l'Iran – cela fait plus d'un an que le sujet est traité par la presse outre Atlantique - le manque de charisme du candidat Romney, Mike et Linda qui ne savent pas pour qui voter, etc., etc. De l'intéressant et du moins bon, la loi du genre. Une couverture qui masque à peine l'usure de la démocratie représentative états-unienne minée par l'argent roi. La campagne se fait à coups de millions de dollars avec des armadas de conseillers en communication. Le richissime candidat républicain a choisi un co-listier, Paul Ryan, capable de drainer à lui les votes de la droite extrême comme en son temps John McCain avec Sarah Palin. L'opinion publique n'a plus à l'égard d'Obama les yeux de Chimène pour Rodrigue. L'élection risque bien de se jouer à un infime pourcentage près. Dans ce cas, ce sont quelques tribunaux qui trancheront, comme en 2000. Rien d'emballant, n'est-ce pas ? Êtes-vous toujours preneur d'une chronique hebdomadaire jusqu'au 6 novembre ? Allez, on trouvera bien d'intéressantes et radicales petites miettes... Petites miettes.



● Marie-Agnès Combesque

Τυροπιτάκια

La colère d'Irène

Irène était professeure de français, un choix fait dès son adolescence. Aujourd'hui, l'enseignement du français est en recul en Grèce. Après avoir patienté plus de dix ans, Irène a dû accepter des postes fort éloignés de son lieu d'habitation. Avec toutefois l'espoir de revenir dans son département d'origine.

Las, alors qu'elle obtenait le poste tant convoité tout en restant précaire, la diminution du nombre de classes de français ajoutée à la baisse de son salaire (de 40%) l'ont conduite à abandonner l'enseignement et à postuler pour un poste administratif. Toujours précaire.

Déçue par la défaite de l'alliance radicale SYRIZA et impatiente de voir une mobilisation populaire, Irène s'interroge : « Tu sais : quand les Grecs ont repoussé l'envahisseur italien en 1940, cela a contraint Hitler à retarder l'attaque de l'URSS pour venir au secours de Mussolini. C'est peut-être ça qui a été le vrai tournant de la guerre. Pourquoi ne sommes-nous pas aussi dignes que nos ancêtres ? ».



● Gilles Boitte



Le Livre des visages

Sylvia Gracia
Ed. Jacqueline Chambon
250 p. - 25 €

« Journal facebookien » à l'origine, ce livre propose par date, sur un an, un instantané fixé avec un mobile et accompagné d'un texte. Éditrice et romancière, Sylvia Gracia a voulu saisir la « fluctuance et immédiateté des choses » avec « la liberté vagabonde de la pensée » que permet cette forme.

Ces notations visuelles et textuelles croisées, au gré du quotidien et de pérégrinations géographiques et réflexives, sont riches en rencontres.

L'auteure, à la cinquantaine, va au-devant d'elle-même, livre avec franchise et sans complaisance « la parole du corps », ses failles et ses découvertes amoureuses et sexuelles, les souffrances d'une vie, ses sentiments de mère heureuse de sa fille « parce qu'elle est heureuse d'elle-même » et, avec tendresse, la fragilité des siens. Elle parle des autres, ceux qu'elle aime, « les êtres polymorphes, aux visages de jour et de nuit, violents et tendres. Et ces ailleurs et ces inattendus [qui] sont le meilleur des jours, quand la ligne droite du quotidien soudain tangente ».

Mais au détour d'une rue, d'une fenêtre ou d'une rencontre, l'auteure revient également sur Sarkozy, avec « ce cocktail explosif et assumé de politique, affaires et show-biz », et « le temps des haines, le ministère de la peur ». Elle traverse les contrastes urbains de Levallois-Perret, « balkanisé », et les strates sociales de son immeuble, évoque aussi son appartenance passée au PS, ses lassitudes ou allergies politiques.

Sur cette quête de soi, ouverte aux autres et au monde, d'une belle facture d'écriture, lire aussi deux articles parus dans Politis et l'Humanité, en ligne sur www.comunistesunitaires.net, rubrique « Rencontres / À voir, à lire ».



● Michèle Kiintz

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires.

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka, Zarz.

contact.cerises@gmail.com

www.cerisesenligne.fr